



L'ASIE CENTRALE ET LES GRANDES PUISSANCES REGIONALES : CHINE ET RUSSIE

Marlène Laruelle*

Les cinq Etats d'Asie centrale mènent des politiques étrangères de plus en plus diversifiées, en particulier à l'égard des deux puissances régionales dominantes, la Russie et la Chine. Après l'implosion de l'Union soviétique, Moscou, considérée comme l'ancienne métropole coloniale, était perçue sur un mode critique. Moins de deux décennies ont suffi pour que ce legs soit reformulé de manière plus positive, et que le passé commun se convertisse en un atout de proximité. Depuis 2000, la Russie poutinienne est de nouveau appréhendée en Asie centrale comme une grande puissance, malgré des leviers d'influence fragiles et de court terme. En effet, si le poids de l'histoire coloniale et soviétique contribue aujourd'hui encore à définir certaines modalités de la position russe, les évolutions contemporaines contraignent Moscou à réajuster ses vues en fonction d'objectifs de plus long terme.

En quelques années, la Russie est devenue le partenaire principal des Etats centre-asiatiques. Au niveau multilatéral, les deux organisations créées à son initiative, la Communauté Economique Eurasiennne (EurAsEc), et l'Organisation du traité de Sécurité

Collective (CSTO), apparaissent comme les cadres institutionnels majeurs de la coopération russo-centre-asiatique. Au niveau bilatéral, Moscou a recouvré son statut de premier partenaire stratégique et militaire. Politiquement, le Kremlin fait preuve de son infaillible soutien aux régimes centre-asiatiques. Les relations culturelles entre les deux espaces, marquées par le statut d'ex-colonisateur de la Russie, dont les valeurs culturelles et la langue restent largement répandues, sont aujourd'hui renforcées par les flux des migrations de travail en provenance d'Asie centrale.

Les motifs de l'engagement de la Russie en Asie centrale sont multiples. Le premier est sécuritaire : les frontières russo-kazakhstanaises ne peuvent être sécurisées si celle du sud de l'Asie centrale avec l'Afghanistan, voire l'Iran et la Chine, ne le sont pas, d'où la volonté russe d'un « droit de regard » même partiel sur les évolutions stratégiques locales. Le second est économique : contrôler les hydrocarbures, l'uranium et l'électricité fait partie des stratégies clés de l'Etat russe dans sa maîtrise du « proche étranger ». Le troisième est politique : Moscou veut conserver des régimes amis à ses frontières et surveiller ce qu'elle considère comme sa « sphère d'intérêt ». Si la Russie a retrouvé de l'ascendant dans les années 2000, elle doit toutefois faire face à d'importants changements intérieurs et internationaux, à de nouveaux défis, et reconsidérer de manière fondamentale sa politique centre-asiatique comme ses modalités d'intervention sur ses voisins méridionaux.

Par son rôle d'interface avec l'Occident, la Russie reste la principale puissance en Asie centrale. Ainsi, elle a été capable de tourner à son avantage - du moins provisoirement - la continuité des processus d'intégration soviétiques, des infrastructures économiques, des mécanismes institutionnels ainsi que des relations humaines. Sa cooptation des élites, sa légitimité politique et son rôle en tant que médiateur culturel de l'eupéanité en Asie centrale constituent des éléments d'influence importants. Toutefois, Moscou n'est pas préparée au changement de génération en Asie centrale et ne cultive pas assez sa légitimité de *soft power*. Elle manque de perspectives d'avenir et de solutions convaincantes face aux risques

d'instabilité auxquels la région est confrontée, qu'il s'agisse de la question afghane ou des enjeux internes aux sociétés centre-asiatiques.

La Russie est donc en passe de devenir une puissance comme les autres dans la région. Son influence se dissocie : elle est appelée à rester centrale au Kazakhstan, probablement importante au Kirghizstan et au Tadjikistan, bien plus réduite en Ouzbékistan et au Turkménistan. Ainsi, si l'on considère les structures multilatérales, CSTO, EurAsEc et Union douanière, aucune d'elles n'inclut l'ensemble des cinq Etats centre-asiatiques. La présence économique russe se spécialise également dans certaines niches, et recule face à la Chine et l'UE. Dans les années à venir, la politique russe en Asie centrale continuera à se décliner selon deux priorités principales : tenter de freiner les instabilités régionales de manière à anticiper ou tout au moins réduire leur éventuelle propagation au territoire russe ; limiter le rôle croissant de ceux que Moscou considère comme des « puissances extrarégionales ». Cependant, les coûts de cette gestion sécuritaire sont élevés et Moscou n'a plus les moyens de les assumer seule. Par conséquent, d'autres acteurs sont les bienvenus tant que ceux-ci ne remettent pas en cause sa suprématie régionale. Moscou a pour l'instant opté pour le partenaire chinois, mais le déséquilibre géopolitique croissant avec Beijing pourrait constituer un problème pour le Kremlin dans les années à venir.

En effet, depuis le début de la décennie 2000, la République Populaire de Chine s'est invitée dans le « Grand Jeu » centre-asiatique qui opposait jusque-là principalement Moscou et Washington. Aujourd'hui, l'avenir de l'Asie centrale se joue en partie dans sa capacité à éviter les déstabilisations de l'Asie occidentale voisine et à intégrer, via l'influence chinoise, la zone Asie-Pacifique. Beijing a rapidement réussi une entrée massive et multiforme dans l'espace centre-asiatique : elle s'est imposée comme un partenaire fidèle sur le plan de la diplomatie bilatérale et a réussi à faire de l'OCS une structure régionale appréciée par ses membres. Le partenariat sino-kazakhstanais est dit « stratégique » - la plus haute qualification diplomatique - confirmant qu'Astana fait figure d'allié politique majeur de Beijing

dans l'espace post-soviétique, mais également plus globalement en Asie et au Moyen-Orient. La Chine, qui se pose en fidèle second de la Russie dans le cadre de l'OCS, mène chaque année des exercices militaires avec le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan, et ne cache pas son soutien aux régimes centre-asiatiques, perçus comme le seul rempart à l'islamisme et à ce que les autorités chinoises considèrent comme le chaos démocratique.

La Chine est également devenue un acteur économique de premier plan dans le secteur du commerce, des hydrocarbures et des infrastructures. En 2010, avant la crise mondiale, le commerce entre la Chine et l'Asie centrale a atteint 22,5 milliards d'euros, tandis que celui entre la Russie et l'Asie centrale était de 16,4 milliards d'euros¹. La différence entre Moscou et Beijing se réduit donc à l'avantage de ce dernier, dont le développement commercial semble exponentiel. La présence économique chinoise dans les pays frontaliers tels que le Kazakhstan et le Kirghizstan est d'ores et déjà supérieure à celle de la Russie. Contrairement à certaines conclusions hâtives, la Chine ne contrôle que modestement le pétrole kazakh, mais sa mainmise sur le gaz turkmène sera probablement plus déterminante. La Chine parvient également à tirer profit de la richesse du sous-sol centre-asiatique, en particulier l'uranium, les minerais précieux, et vise sur le long terme la production hydroélectrique.

Cette domination économique chinoise pourrait avoir un effet pervers sur les économies de la région en les transformant en simples exportatrices de matières premières et, par le mécanisme de la concurrence, détruire les dernières industries légères créatrices d'emplois. Mais Beijing est également, plus positivement, un moteur de la transition des sociétés centre-asiatiques vers l'économie de services et probablement vers celle des nouvelles technologies. La proximité chinoise est par exemple une garantie d'insertion sur les marchés mondiaux. Comme l'a montré le cas du Kirghizstan, la réexportation des produits chinois

¹ Statistiques de l'Union européenne, <<http://ec.europa.eu/trade/creating-opportunities/bilateral-relations/statistics/>>

vers le reste de l'Asie centrale, la Russie et potentiellement l'Asie occidentale transforme le tissu social. Un nouveau champ de professions, toutes liées à l'économie de services, a pris forme : transport, fret, logistique, mais également traduction, services commerciaux et juridiques, réseaux de vente à l'étranger, etc.

La politique de Pékin en Asie centrale se veut pragmatique : les différends frontaliers ont été réglés, la dissidence ouïghoure muselée. Les régimes politiques locaux sont acquis au discours sur la lutte contre les « trois fléaux » - terrorisme, extrémisme, séparatisme -, sur l'unité de la République Populaire de Chine et de Taiwan et sur le danger de l'interférence occidentale, tandis que le développement commercial est en plein boom et que la mainmise sur les ressources énergétiques se poursuit. Les autorités chinoises n'ont donc aucun intérêt à exercer des pressions trop évidentes sur l'Asie centrale et préfèrent préserver l'idée d'un partenariat « win-win » dans lequel chacun trouve avantage.

Néanmoins, la Chine est également un sujet d'inquiétude : pour le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan, Beijing dispose d'une réelle épée de Damoclès en termes de menace territoriale, de différentiel démographique et de puissance, et d'interférence dans les affaires intérieures via la question ouïghoure. La Chine a donc besoin d'établir une présence culturelle plus active, de promouvoir la sinité (*zhonghuaxing*), et de prendre en compte dans son processus de décision les peurs culturelles et politiques qu'elle suscite, d'autant plus que la Russie apparaît, en termes identitaires, comme un allié de l'Asie centrale plus qu'un concurrent. Cependant, la transformation du tissu social par la Chine verra probablement la naissance d'une génération plus nettement prochinoise, et dès aujourd'hui, Pékin tend à mettre en place - encore timidement - des stratégies de cooptation de certaines tranches de la population.

Pour le moment, le binôme russo-chinois a certainement plus servi que desservi les sociétés centre-asiatiques, mais l'équilibre entre les deux puissances régionales reste précaire sur le

long terme et les solutions conjointes qu'elles peuvent apporter aux enjeux internes – promotion des classes moyennes, sortie de la pauvreté rurale, préparation de l'alternance politique, limitation de l'économie de l'ombre – de la région sont limitées.

***Marlène Laruelle, chercheur associé au Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre européen (CERCEC), auteur de *Le nouveau nationalisme russe*, 2010**